Pour sauvegarder vos Libertés
Pour infliger un échec au candidat Socialo-Communiste



REJOIGNEZ L'UNION AUTOUR DE JEAN GAUDAIRE



Maire de Thiais
Chevalier du Mérite Agricole
Ingénieur Technico-Commercial
Président de Société d'Economie Mixte
Membre du Conseil des Communes de l'Europe
50 ans - veuf - 2 enfants

PATRICK CRESSIN
Documentaliste
23 ans

AUJOURD'HUI DEJA LES FAITS

Le gâchis commence; d'avance, l'inflation annule ce qui va être accordé pour le S.M.I.C., les allocations familiales et de vieillesse.

Le Franc se détériore, les investisseurs étrangers s'enfuient.

demain le projet socialo-communiste

PARENTS, demain, vous n'aurez plus le choix du médecin de vos enfants ni l'accès à l'école libre.

CHEFS D'ENTREPRISE, demain, accablés par les taux d'intérêt, vous ne pourrez plus investir ni embaucher.

LES JEUNES, demain, verront les portes du travail se fermer devant eux.

CADRES, demain, vos cotisations de sécurité sociale seront déplafonnées et les revenus s'effondreront sous la pression fiscale.

FAMILLES, demain, vos avantages fiscaux s'évanouiront avec la suppression du quotient familial.

COMMERÇANTS, demain, vous ne serez plus au forfait, tant il est vrai que l'entreprise individuelle procède, parait-il d'un esprit "petit bourgeois".

tout est écrit noir sur blanc dans le projet socialiste
il est essentiel que vous le lisiez avant le 14 juin

NE REVONS PLUS

Nous ne rêvons pas, nous avons une volonté, nous voulons une France libérale, généreuse, une France où chaque individualité s'exprime sans sectarisme ni contrainte, où la collectivité n'impose pas un mode de vie obligatoire, un bonheur standard.

Nous voulons un bonheur librement choisi
La France n'est pas un laboratoire pour une experience socialiste

La France est notre France

Vu, le Candidat

LIR - L'HAY-LES-ROSES

L'ECHEC ECONOMIQUE EST DEJA LA

Depuis le 10 Mai, la France a un président socialiste, résultat : les réserves de la Banque de France ont diminué de 10 %. Quant au taux d'intérêt des emprunts, leur hausse est vertigineuse.

Le 8 Mai, le taux moyen était de 12,75 %, le 22 Mai, de 18,65 %. Qu'est-ce que cela signifie ? Que pour acheter un logement, là où il fallait rembourser le 8 Mai, 2500 F par mois, aujourd'hui, les mensualités s'élèvent à plus de 3500 F.

L'accession à la propriété va devenir impossible.

Mais il y a plus grave : avec des taux d'intérêts proches de 20 %, aucun chef d'entreprise n'accepte plus d'investir. La machine économique va se ralentir et la crise de l'emploi s'aggraver.

Réfléchissez ; comment éviter la faillite et sauver notre économie ?

LES CADRES

Les cadres représentent 16 % de la population active française. Economistes et socialistes s'accordent pour considérer qu'ils sont "l'armature principale des nations industrielles", c'est à ces cadres que la France doit d'occuper une place éminente dans la compétition économique mondiale.

Dans une perspective socialiste et autogestionnaire, les responsabilités des cadres dans les entreprises seront remises en cause, un transfert de leur pouvoir sera effectué au profit des syndicalistes. Le bouleversement des structures sociales qu'entrainera le socialisme ne manquera évidemment pas d'avoir des répercussions sur la position même des cadres, sinon sur leur rôle dans l'entreprise.

Enfin, les revenus des cadres seraient laminés par l'écrasement de la hiérarchie des salaires et l'aggravation de la pression fiscale.

Vos fonctions de cadre vous ont habitué à faire preuve d'efficacité, d'esprit de responsabilité et de réalisme, faites appel à vos qualités au moment de vous déterminer au choix décisif.

LA MÉDECINE LIBÉRALE CONDAMNÉE

La fin du médecin de famille :
(Programme socialiste, page 329)
En échange du médecin de famille, il y aura des centres intégrés. Dans ces centres de santé, la médecine sera pratiquée anonymement pour des malades anonymes. Vous, nous, tous, sous un numéro dans les usines à soigner.

Ces centres seront aux mains des fonctionnaires du plan (programme socialiste, page 331). C'est la généralisation progressive des structures ; à la fin, plus personne n'aura le choix ; pour en être certain, ils supprimeront toutes les facilités qui existaient (pages 332 et 333 du programme socialiste).

Ce sont vos députés qui font les lois sur la santé, votre avenir en dépend, choisissez celui qui défendra la médecine à laquelle vous êtes attachés.

Libre choix de votre médecin
Libre choix de vos médicaments
Le droit à la santé

UN PROBLEME CAPITAL : LES AUTOROUTES

Le développement incessant de la circulation automobile a contraint les Pouvoirs Publics à envisager la construction d'autoroutes nouvelles.

Nul ne saurait en nier la nécessité.

Mais il existe un autre impératif tout aussi vital : celui du respect des populations traversées.

Il est facile d'établir des tracés sur une carte et de considérer le problème comme résolu. Mais il faut bien être conscient que l'on peut ainsi agresser pour toujours la vie quotidienne des populations par le bruit, la pollution, le tronçonnement des villes (la RN 186 est pratiquement infranchissable aux piétons).

Si légitime que soit le but poursuivi, cet aspect humain, trop négligé jusqu'à présent, doit être pris en compte par tous les responsables et considéré comme essentiel.

Sous la pression des populations concernées qui affirment à juste titre leur droit à des conditions de vie convenables, une nouvelle optique se développe depuis quelques temps, mais nous devons poursuivre nos efforts pour qu'elle se concrétise enfin.

Les projets d'autoroutes doivent être soumis à certaines conditions "sine qua non". Ils doivent notamment se concilier avec l'environnement.

Ce sera l'honneur des responsables politiques de dire : NON à certains projets insensés, insuffisamment étudiés, mais qui ont la vie dure.

Nous ne cesserons de rappeler quelques principes simples, mais fondamentaux :

- aucune autoroute ne devrait traverser une agglomération, ni couper une ville ; son tracé devrait épouser le plus possible les limites communales
- les moyens techniques actuels permettent d'éviter tous les inconvénients des autoroutes ou d'y remédier
- tout projet d'autoroute devrait être accompagné des moyens financiers nécessaires.

L'observation de ces principes semble peut-être difficile mais elle est possible, avec de l'imagination, un esprit de dialogue, une volonté de concertation à tous les niveaux, pour obtenir un consensus indispensable.

Les communes de notre circonscription sont actuellement menacées par des projets routiers redoutables, contre lesquels nous avons toujours lutté. Pour la commune de Thiais, j'ai déposé un recours devant le Conseil d'Etat contre l'arrêté du 7 Mai 1981 après avoir engagé une procédure en Conseil d'Etat concernant l'échangeur A86/RN305.

Il n'est pas trop tard pour les faire modifier dans un sens conforme à l'intérêt général.

Nous y emploierons toutes nos forces.

Mais pourquoi donc le P.S. en veut-il à L'ECOLE LIBRE ?

Bien qu'il ait été très discret sur ce sujet lors de la dernière campagne électorale, la position du P.S. sur l'école libre n'a pas varié et son objectif avoué est la disparition de cette école.

POURQUOI CET ACHARNEMENT ?

Examinons les arguments généralement avancés et voyons ce qu'est la réalité.

L'ECOLE LIBRE - Ecole confessionnelle ?

Il est exact que la quasi totalité des écoles Libres est d'origine catholique. Cependant, les cours d'instruction religieuse occupent généralement une place modeste et sont souvent réservés aux élèves qui le désirent. Par contre, les Ecoles Libres accueillent aussi une proportion importante d'élèves venant de familles non pratiquantes ou incroyantes.

L'ECOLE LIBRE - Ecole de Classe et de propagande pour la "REACTION" ?

La neutralité politique est, au contraire, la règle et les élèves qui fréquentent l'Ecole Libre y vont uniquement pour travailler et s'instruire.

L'ECOLE LIBRE - Ecole de riches ?

Il est évident que les sacrifices financiers que doivent consentir les parents qui confient leurs enfants à l'Ecole Libre sont plus difficiles à supporter pour les familles modestes. Souvent ces familles bénéficient d'un dégrèvement partiel des frais et cette accusation est tout-à-fait injustifiée.

L'ECOLE LIBRE - Ecole qui coûte cher à la Collectivité ?

Ceci est absolument faux. Bien que la quasi totalité des enseignants soit prise en charge par l'Education Nationale, l'ensemble des autres frais : entretien, chauffage, fournitures, améliorations ... sont la plupart du temps entièrement ou presque à la charge de l'Ecole Libre, c'est-à-dire des parents qui lui confient leurs enfants. La prise en charge par l'enseignement public des élèves de l'Ecole Libre entrainerait des charges supplémentaires importantes pour la Collectivité nationale et pour les Collectivités locales.

L'ECOLE LIBRE PRIVILÉGIÉE et soumise à un RÉGIME DE FAVEUR par rapport à l'Ecole Publique ?

La plupart des Ecoles Libres sont en contrat simple ou d'association avec l'Etat. Elles sont tenues d'appliquer les mêmes règles que l'enseignement public : mêmes effectifs par classe, mêmes programmes, mêmes inspections.

Alors que RESTE-T-IL DES GRIEFS faits à l'Ecole Libre?

Force est de reconnaitre qu'il n'y a rien de fondé.

D'où vient donc la hargne du P.S. contre l'Ecole Libre ?

Peut être s'agit-il d'un reste d'anticléricalisme datant du début du siècle et complètement désuet en 1981. Peut-être et c'est plus grave, le P.S. ne peut-il supporter l'idée que l'Ecole Publique soit soumise à une certaine concurrence.

Il est temps, en effet, de nous interroger face à un phénomène étonnant : l'Ecole libre demande un sacrifice important aux familles de ses élèves, elle n'est plus confessionnelle et la majorité de ses élèves ne vient plus de familles catholiques. Enfin, elle est soumise à des contraintes plus importantes que l'Ecole Publique; et pourtant, elle prospère et le nombre de ses élèves augmente !

A QUOI EST DUE CETTE SITUATION PARADOXALE ?

Pourquoi les parents mettent-ils leurs enfants à l'Ecole libre ?

- Tout simplement parce que l'Etablissement public dans lequel leurs enfants devraient aller ne leur convient pas.
- L'Ecole libre est choisie d'abord et avant tout pour son sérieux, parce qu'elle fait travailler les élèves et qu'elle maintient la discipline nécessaire à ce travail.

Nous terminerons ces quelques réflexions par un "DEFI" et un "APPEL".

Un "DEFI" au P.S. tout d'abord :

Vous serez peut-être en mesure, dans les années à venir, de porter des coups mortels à l'Ecole libre. Vous vous présentez comme des champions de la Liberté.

La liberté ne se conçoit pas sans le choix et donc sans la compétition, dans le domaine de l'enseignement comme dans les autres domaines. Alors, si, pour quelque obscure raison que nous n'avons su percer, vous désirez que l'Ecole libre disparaisse, agissez pour que l'Ecole publique donne satisfaction à tous les parents, donnez leur la possibilité de choisir librement l'établissement auquel ils confient leurs enfants.

Un "APPEL" enfin :

Il s'adresse à tous nos concitoyens qui vont prochainement élire un député.

Vos enfants sont pour vous ce que vous avez de plus précieux et vous êtes prêts à tous les sacrifices pour assurer leur développement et leur bonheur. Vous savez qu'une saine et solide éducation est le plus grand gage d'amour et le plus sûr atout pour la vie que vous puissiez leur donner. Ne risquez pas la liberté de choix, insuffisante et coûteuse, certes, mais liberté quand même, que vous avez maintenant.

VOTEZ pour CEUX qui ont toujours défendu l'Ecole Libre,
VOTEZ pour le CANDIDAT U.N.M. Jean GAUDAIRE.